



Sélection révisée des affaires à publier au *Recueil des arrêts et décisions* 2009¹

Notes sur les citations :

Les affaires sont présentées dans l'ordre alphabétique selon le nom du requérant et de l'Etat défendeur.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

La composition des volumes pour l'année 2009 n'a pas encore été déterminée. Jusqu'à nouvel ordre, les affaires rendues en 2009 peuvent être citées simplement par l'indication de l'année de leur publication, par exemple CEDH 2009, sans indication d'un numéro de volume. Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [cette page](#).

La Cour se réserve le droit de rendre compte de tout ou partie des arrêts et décisions énumérés ci-dessous sous forme d'extraits. Les arrêts et décisions en question peuvent être consultés en texte intégral dans la ou les langues dans lesquelles ils ont été rendus dans la base de données HUDOC.

Table des matières

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants par année	2
II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des états mis en cause par année	11

¹ Cette sélection d'affaires à publier au *Recueil des arrêts et décisions* pour l'année 2009 a été réalisée par le juriconsulte et approuvée par le Bureau. Elle remplace la sélection initialement effectuée par le Comité des publications. La base de données HUDOC et les listes publiées sur le site Internet de la Cour, en particulier les listes alphabétique et chronologique, ont été modifiées en conséquence. La composition du *Recueil* pour les années 1999 à 2006 incluse reste inchangée.

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants par année

A

17.2.2009

[A. autres c. Royaume-Uni \[GC\], n° 3455/05](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Durée indéterminée de la détention d'étrangers soupçonnés de terrorisme : *non-violation*

ARTICLE 5

Article 5 § 1 f)

Procédure d'expulsion ou d'extradition

Durée indéterminée de la détention d'étrangers soupçonnés de terrorisme : *violation*

Article 5 § 4

Introduire un recours

Non-divulgaration pour des motifs de sécurité nationale d'éléments pertinents pour juger de la légalité de la détention : *violations/non-violations*

ARTICLE 15

Dérogation en cas d'état d'urgence

Validité de la dérogation aux obligations découlant de l'article 5 § 1 s'agissant du pouvoir d'incarcérer des étrangers soupçonnés de terrorisme ne pouvant être expulsés par crainte de mauvais traitements : *absence de validité*

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Droit à réparation lorsque la détention irrégulière résulte d'un danger public et de l'impossibilité pour l'Etat d'expulser les requérants vers leur pays d'origine par crainte de mauvais traitements : *réduction de la somme allouée*

18.2.2009

[Andrejeva c. Lettonie \[GC\], n° 55707/00](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Refus de prendre en compte les périodes de travail de la requérante en ex-Union soviétique dans le calcul de sa pension de retraite en raison du fait qu'elle ne possédait pas la nationalité lettone : *violation*

6.10.2009

[Appel-Irrgang et autres c. Allemagne \(déc.\), n° 45216/07](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des convictions religieuses et philosophiques des parents

Cours d'éthique laïque obligatoires sans possibilité pour les élèves des écoles secondaires publiques d'en être dispensés : *irrecevable*

15.1.2009

[Association des citoyens Radko et Paunkovski c. « l'ex-République yougoslave de Macédoine », n° 74651/01, CEDH 2009 \(extraits\)](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution d'une association publique pour avoir nié l'identité ethnique du peuple macédonien : *violation*

B

15.9.2009

["Blondje" c. Pays-Bas \(déc.\), n° 7245/09](#)

ARTICLE 35

Article 35 § 2 a)

Requête anonyme

Non-divulgence de l'identité du requérant dans sa requête devant la Cour européenne : *irrecevable*

15.1.2009

[Burdov c. Russie \(n° 2\), n° 33509/04](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Manquement persistant des autorités à exécuter sans délai les jugements rendus en faveur du requérant, malgré une *violation* précédemment constatée par la Cour dans son affaire – existence d'une pratique incompatible avec la Convention : *augmentation du montant accordé au titre du préjudice moral*

ARTICLE 46

Exécution des arrêts

Obligation de l'Etat défendeur d'introduire un recours effectif assurant l'indemnisation pour l'inexécution ou l'exécution tardive de décisions judiciaires et d'indemniser toutes les victimes dans les affaires pendantes de ce genre

C

20.1.2009

[Cooperatieve Producentenorganisatie van de Nederlandse Kokkelvisserij U.A. c. Pays-Bas \(déc.\), n° 13645/05](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Procédure contradictoire

Refus de la Cour de justice des Communautés européennes d'autoriser une tierce partie à répondre aux observations de l'avocat général : *irrecevable*

D

30.7.2009

[Danilenkov et autres c. Russie, n° 67336/01 \(extraits\)](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 11)

Manquement de l'Etat à assurer une protection judiciaire effective contre la discrimination fondée sur l'affiliation syndicale : *violation*

E

17.9.2009

[Enea c. Italie \[GC\], n° 74912/01](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Accès à un tribunal

Accès à un tribunal pour contester des droits de caractère civil d'un détenu affecté à un secteur de la prison au niveau de surveillance élevé : *violation*

Procès équitable

Accès à un tribunal pour contester des droits de caractère civil d'un détenu affecté à un secteur de la prison au niveau de surveillance élevé : *violation*

G

17.12.2009

[Gardel c. France, n° 16428/05](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nulla poena sine lege

Inscription au fichier judiciaire national d'auteurs d'infractions sexuelles pour une durée maximale de trente ans à compter de l'expiration de la peine d'emprisonnement : *irrecevable*

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Inscription au fichier judiciaire national d'auteurs d'infractions sexuelles pour une durée maximale de trente ans à compter de l'expiration de la peine d'emprisonnement : *non-violation*

30.4.2009

[Glor c. Suisse, n° 13444/04](#)

ARTICLE 8

Applicabilité

Obligation pour une personne déclarée inapte de verser la taxe d'exemption du service militaire : *article 8 applicable*

ARTICLE 14

Discrimination (article 8)

Obligation pour une personne déclarée inapte de verser la taxe d'exemption du service militaire : *violation*

20.1.2009

[Güveç c. Turquie, n° 70337/01 \(extraits\)](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Détention provisoire d'un mineur dans une prison pour adultes : *violation*

Article 5 § 3

Durée de la détention provisoire

Détention provisoire d'un mineur dans une prison pour adultes pendant quatre ans et demi : *violation*

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Procès équitable

Impossibilité pour un défendeur mineur de participer de manière effective à son procès pénal et absence de représentation en justice adéquate : *violation*

H

30.6.2009

[Herri Batasuna et Batasuna c. Espagne, nos 25803/04 et 25817/04](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution de partis politiques liés à une organisation terroriste : *non-violation*

K

3.12.2009

[Kart c. Turquie \[GC\], n° 8917/05](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Applicabilité

Impossibilité pour un député d'obtenir la levée de son immunité parlementaire pour se défendre contre les poursuites pénales engagées contre lui : *article 6 § 1 applicable*

Accès à un tribunal

Impossibilité pour un député d'obtenir la levée de son immunité parlementaire pour se défendre contre les poursuites pénales engagées contre lui : *non-violation*

28.4.2009

[K.H. et autres c. Slovaquie, n° 32881/04](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Accès à un tribunal

Impossibilité pour les requérantes de présenter effectivement leur cause en raison du refus des autorités de leur donner accès à des pièces décisives : *violation*

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Respect de la vie familiale

Impossibilité pour d'anciens patients de photocopier leur dossier médical : *violation*

1.10.2009

[Kimlya et autres c. Russie, n° 76836/01](#)

ARTICLE 9

Article 9 § 1

Liberté de religion

Refus d'enregistrer des groupes religieux ne pouvant démontrer au moins quinze ans d'existence ou leur affiliation à une organisation religieuse centralisée : *violation*

L

24.2.2009

[L'Erabliere c. Belgique, n° 49230/07 \(extraits\)](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Applicabilité

Recours d'une association locale de défense de l'environnement non assimilable à une *actio popularis* : *article 6 applicable*

Accès à un tribunal

Irrecevabilité pour défaut d'exposé des faits d'un recours renvoyant uniquement à l'acte attaqué : *violation*

16.6.2009

[Lawyer Partners a.s. c. Slovaquie, nos 54252/07, 3274/08, 3377/08, 3505/08, 3526/08, 3741/08, 3786/08, 3807/08, 3824/08, 15055/08, 29548/08, 29551/08, 29552/08, 29555/08 et 29557/08](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Accès à un tribunal

Refus des tribunaux d'examiner les actions civiles que la société requérante avait soumises par voie électronique : *violation*

M

17.12.2009

[M. c. Allemagne, n° 19359/04](#)

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Arrestation ou détention régulières

Maintien du requérant en détention provisoire au-delà de la période maximale autorisée au moment de l'incarcération : *violation*

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Peine plus forte

Rétroactivité

Prorogation rétroactive d'une détention provisoire d'une durée maximale de dix ans à une durée illimitée : *violation*

17.9.2009

[Manole et autres c. Moldova, n° 13936/02 \(extraits\)](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Insuffisance des garanties légales de l'indépendance de l'organisme public de radio-télédiffusion : *violation*

15.10.2009

[Micallef c. Malte \[GC\], n° 17056/06](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Applicabilité

Procédure d'injonction : *article 6 applicable*

Tribunal impartial

Impossibilité législative de récuser un juge en raison de ses liens familiaux avec un avocat d'une des parties : *violation*

ARTICLE 34

Victime

Requête introduite par le requérant au nom de sa sœur décédée alors que son recours constitutionnel au sujet d'une *violation* alléguée de son droit à un procès équitable était pendant : *qualité de victime reconnue*

8.12.2009

[Muñoz Díaz c. Espagne, n° 49151/07](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Refus de reconnaissance de la validité d'un mariage rom pour l'attribution d'une pension de réversion : *violation*

O

17.3.2009

[Ould Dah c. France \(déc.\), n° 13113/03](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nullum crimen sine lege

Compétence universelle de l'Etat contractant pour poursuivre des actes de torture et de barbarie en dépit de la loi d'amnistie promulguée dans l'Etat où les actes avaient été commis : *irrecevable*

9.6.2009

[Opuz c. Turquie, n° 33401/02](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Article 2 § 1

Vie

Blessures mortelles infligées à la mère de la requérante, dans un cas de violence domestique, par un individu dont les autorités connaissaient les antécédents de violence : *violation*

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Obligations positives

Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger la requérante et sa famille de violences domestiques : *violation*

ARTICLE 14

Discrimination (articles 2 et 3)

Manquement du système judiciaire à fournir une solution adéquate face à des violences domestiques graves : *violation*

S

22.12.2009

[Sejdic et Finci c. Bosnie-Herzégovine \[GC\], nos 27996/06 et 34836/06](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 3 du Protocole n° 1)

Impossibilité pour un Rom et un Juif de se porter candidats aux élections législatives : *violation*

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Impossibilité pour un Rom et un Juif de se porter candidats aux plus hautes fonctions politiques du pays : *violation*

10.2.2009

[Sergey Zolotukhin c. Russie \[GC\], n° 14939/03](#)

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Non bis in idem

Condamnation administrative pour « actes perturbateurs mineurs » suivie de poursuites pénales pour « actes perturbateurs » concernant les mêmes faits : *violation*

2.6.2009

[Szuluk c. Royaume-Uni, n° 36936/05](#)

ARTICLE 8

Respect de la correspondance

Surveillance de la correspondance d'un détenu avec le médecin spécialiste qui le suivait : *violation*

T

8.10.2009

[Tebieti Muhafize Cemiyeti et Israfilov c. Azerbaïdjan, n° 37083/03](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution d'une association au motif qu'elle aurait méconnu la loi et ses propres statuts : *violation*

10.3.2009

[Times Newspapers Ltd. \(nos 1 et 2\) c. Royaume-Uni, nos 3002/03 et 23676/03](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Règle selon laquelle un nouveau motif d'action apparaît avec chaque accès à un article diffamatoire sur Internet : *non-violation*

V

18.9.2009

[Varnava et autres c. Turquie \[GC\], nos 16064/90, 16065/90, 16066/90, 16068/90, 16069/90, 16070/90, 16071/90, 16072/90 et 16073/90](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Absence d'enquête effective sur le sort de Chypriotes grecs disparus lors des opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

Article 2 § 1

Enquête efficace

Absence d'enquête effective sur le sort de Chypriotes grecs disparus lors des opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Silence des autorités face à de réelles préoccupations concernant le sort de Chypriotes grecs disparus lors des opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Liberté physique

Absence d'enquête effective sur des allégations défendables selon lesquelles des Chypriotes grecs disparus auraient été détenus pendant les opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Délai de six mois

Requête concernant une affaire de disparition introduite plus de six mois après la ratification par l'Etat défendeur du droit de recours individuel : *exception préliminaire rejetée*

Article 35 § 2 b)

Essentiellement la même requête

Compétence de la Cour lorsqu'elle a déjà examiné une affaire portant essentiellement sur les mêmes faits dans le cadre d'une affaire interétatique : *exception préliminaire rejetée*

Article 35 § 3

Compétence *ratione temporis*

Compétence *ratione temporis* de la Cour quant à des disparitions survenues quelque treize ans avant la reconnaissance par l'Etat défendeur du droit de recours individuel : *exception préliminaire rejetée*

30.6.2009

[Verein Gegen Tierfabriken Schweiz \(VgT\) c. Suisse \(n° 2\) \[GC\], n° 32772/02](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Maintien de l'interdiction de diffuser un spot publicitaire télévisé malgré le constat de violation de la liberté d'expression émis par la Cour européenne : *violation*

II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des états mis en cause par année

Allemagne

6.10.2009

[Appel-Irrgang et autres c. Allemagne \(déc.\), n° 45216/07](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des convictions religieuses et philosophiques des parents
Cours d'éthique laïque obligatoires sans possibilité pour les élèves des écoles secondaires publiques d'en être dispensés : *irrecevable*

17.12.2009

[M. c. Allemagne, n° 19359/04](#)

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Arrestation ou détention régulières

Maintien du requérant en détention provisoire au-delà de la période maximale autorisée au moment de l'incarcération : *violation*

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Peine plus forte

Rétroactivité

Prorogation rétroactive d'une détention provisoire d'une durée maximale de dix ans à une durée illimitée : *violation*

Azerbaïdjan

8.10.2009

[Tebieti Muhafize Cemiyeti et Israfilov c. Azerbaïdjan, n° 37083/03](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution d'une association au motif qu'elle aurait méconnu la loi et ses propres statuts : *violation*

Belgique

24.2.2009

[L'Erabliere c. Belgique, n° 49230/07 \(extraits\)](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Applicabilité

Recours d'une association locale de défense de l'environnement non assimilable à une *actio popularis* : *article 6 applicable*

Accès à un tribunal

Irrecevabilité pour défaut d'exposé des faits d'un recours renvoyant uniquement à l'acte attaqué : *violation*

Bosnie-Herzégovine

22.12.2009

[Sejdic et Finci c. Bosnie-Herzégovine \[GC\], nos 27996/06 et 34836/06](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 3 du Protocole n° 1)

Impossibilité pour un Rom et un Juif de se porter candidats aux élections législatives : *violation*

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Impossibilité pour un Rom et un Juif de se porter candidats aux plus hautes fonctions politiques du pays : *violation*

Espagne

30.6.2009

[Herri Batasuna et Batasuna c. Espagne, nos 25803/04 et 25817/04](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution de partis politiques liés à une organisation terroriste : *non-violation*

8.12.2009

[Muñoz Díaz c. Espagne, n° 49151/07](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Refus de reconnaissance de la validité d'un mariage rom pour l'attribution d'une pension de réversion : *violation*

France

17.3.2009

[Ould Dah c. France \(déc.\), n° 13113/03](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nullum crimen sine lege

Compétence universelle de l'Etat contractant pour poursuivre des actes de torture et de barbarie en dépit de la loi d'amnistie promulguée dans l'Etat où les actes avaient été commis : *irrecevable*

17.12.2009

[Gardel c. France, n° 16428/05](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nulla poena sine lege

Inscription au fichier judiciaire national d'auteurs d'infractions sexuelles pour une durée maximale de trente ans à compter de l'expiration de la peine d'emprisonnement : *irrecevable*

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Inscription au fichier judiciaire national d'auteurs d'infractions sexuelles pour une durée maximale de trente ans à compter de l'expiration de la peine d'emprisonnement : *non-violation*

Italie

17.9.2009

[Enea c. Italie \[GC\], n° 74912/01](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Accès à un tribunal

Accès à un tribunal pour contester des droits de caractère civil d'un détenu affecté à un secteur de la prison au niveau de surveillance élevé : *violation*

Procès équitable

Accès à un tribunal pour contester des droits de caractère civil d'un détenu affecté à un secteur de la prison au niveau de surveillance élevé : *violation*

Lettonie

18.2.2009

[Andrejeva c. Lettonie \[GC\], n° 55707/00](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Refus de prendre en compte les périodes de travail de la requérante en ex-Union soviétique dans le calcul de sa pension de retraite en raison du fait qu'elle ne possédait pas la nationalité lettone : *violation*

« l'ex-République yougoslave de Macédoine »

15.1.2009

[Association des citoyens Radko et Paunkovski c. « l'ex-République yougoslave de Macédoine », n° 74651/01, CEDH 2009 \(extraits\)](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution d'une association publique pour avoir nié l'identité ethnique du peuple macédonien : *violation*

Malte

15.10.2009

[Micallef c. Malte \[GC\], n° 17056/06](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Applicabilité

Procédure d'injonction : *article 6 applicable*

Tribunal impartial

Impossibilité législative de récuser un juge en raison de ses liens familiaux avec un avocat d'une des parties : *violation*

ARTICLE 34

Victime

Requête introduite par le requérant au nom de sa sœur décédée alors que son recours constitutionnel au sujet d'une *violation* alléguée de son droit à un procès équitable était pendant : *qualité de victime reconnue*

Moldova

17.9.2009

[Manole et autres c. Moldova, n° 13936/02 \(extraits\)](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Insuffisance des garanties légales de l'indépendance de l'organisme public de radio-télédiffusion : *violation*

Pays-Bas

20.1.2009

[Cooperatieve Producentenorganisatie van de Nederlandse Kokkelvisserij U.A. c. Pays-Bas \(déc.\), n° 13645/05](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Procédure contradictoire

Refus de la Cour de justice des Communautés européennes d'autoriser une tierce partie à répondre aux observations de l'avocat général : *irrecevable*

15.9.2009

["Blondje" c. Pays-Bas \(déc.\), n° 7245/09](#)

ARTICLE 35

Article 35 § 2 a)

Requête anonyme

Non-divulgarion de l'identité du requérant dans sa requête devant la Cour européenne : *irrecevable*

Royaume-Uni

17.2.2009

[A. autres c. Royaume-Uni \[GC\], n° 3455/05](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Durée indéterminée de la détention d'étrangers soupçonnés de terrorisme : *non-violation*

ARTICLE 5

Article 5 § 1 f)

Procédure d'expulsion ou d'extradition

Durée indéterminée de la détention d'étrangers soupçonnés de terrorisme : *violation*

Article 5 § 4

Introduire un recours

Non-divulgaration pour des motifs de sécurité nationale d'éléments pertinents pour juger de la légalité de la détention : *violations/non-violations*

ARTICLE 15

Dérogation en cas d'état d'urgence

Validité de la dérogation aux obligations découlant de l'article 5 § 1 s'agissant du pouvoir d'incarcérer des étrangers soupçonnés de terrorisme ne pouvant être expulsés par crainte de mauvais traitements : *absence de validité*

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Droit à réparation lorsque la détention irrégulière résulte d'un danger public et de l'impossibilité pour l'Etat d'expulser les requérants vers leur pays d'origine par crainte de mauvais traitements : *réduction de la somme allouée*

10.3.2009

[Times Newspapers Ltd. \(nos 1 et 2\) c. Royaume-Uni, nos 3002/03 et 23676/03](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Règle selon laquelle un nouveau motif d'action apparaît avec chaque accès à un article diffamatoire sur Internet : *non-violation*

2.6.2009

[Szuluk c. Royaume-Uni, n° 36936/05](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la correspondance

Surveillance de la correspondance d'un détenu avec le médecin spécialiste qui le suivait : *violation*

Russie

15.1.2009

[Burdov c. Russie \(n° 2\), n° 33509/04](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Manquement persistant des autorités à exécuter sans délai les jugements rendus en faveur du requérant, malgré une *violation* précédemment constatée par la Cour dans son affaire – existence d'une pratique incompatible avec la Convention : *augmentation du montant accordé au titre du préjudice moral*

ARTICLE 46

Exécution des arrêts

Obligation de l'Etat défendeur d'introduire un recours effectif assurant l'indemnisation pour l'inexécution ou l'exécution tardive de décisions judiciaires et d'indemniser toutes les victimes dans les affaires pendantes de ce genre

10.2.2009

[Sergey Zolotukhin c. Russie \[GC\], n° 14939/03](#)

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Non bis in idem

Condamnation administrative pour « actes perturbateurs mineurs » suivie de poursuites pénales pour « actes perturbateurs » concernant les mêmes faits : *violation*

30.7.2009

[Danilenkov et autres c. Russie, n° 67336/01 \(extraits\)](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 11)

Manquement de l'Etat à assurer une protection judiciaire effective contre la discrimination fondée sur l'affiliation syndicale : *violation*

1.10.2009

[Kimlya et autres c. Russie, n° 76836/01](#)

ARTICLE 9

Article 9 § 1

Liberté de religion

Refus d'enregistrer des groupes religieux ne pouvant démontrer au moins quinze ans d'existence ou leur affiliation à une organisation religieuse centralisée : *violation*

Slovaquie

28.4.2009

[K.H. et autres c. Slovaquie, n° 32881/04](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Accès à un tribunal

Impossibilité pour les requérantes de présenter effectivement leur cause en raison du refus des autorités de leur donner accès à des pièces décisives : *violation*

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Respect de la vie familiale

Impossibilité pour d'anciens patients de photocopier leur dossier médical : *violation*

16.6.2009

[Lawyer Partners a.s. c. Slovaquie, nos 54252/07, 3274/08, 3377/08, 3505/08, 3526/08, 3741/08, 3786/08, 3807/08, 3824/08, 15055/08, 29548/08, 29551/08, 29552/08, 29555/08 et 29557/08](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Accès à un tribunal

Refus des tribunaux d'examiner les actions civiles que la société requérante avait soumises par voie électronique : *violation*

Suisse

30.4.2009

[Glor c. Suisse, n° 13444/04](#)

ARTICLE 8

Applicabilité

Obligation pour une personne déclarée inapte de verser la taxe d'exemption du service militaire : *article 8 applicable*

ARTICLE 14

Discrimination (article 8)

Obligation pour une personne déclarée inapte de verser la taxe d'exemption du service militaire : *violation*

30.6.2009

[Verein Gegen Tierfabriken Schweiz \(VgT\) c. Suisse \(n° 2\) \[GC\], n° 32772/02](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Maintien de l'interdiction de diffuser un spot publicitaire télévisé malgré le constat de violation de la liberté d'expression émis par la Cour européenne : *violation*

Turquie

20.1.2009

[Güveç c. Turquie, n° 70337/01 \(extraits\)](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Détention provisoire d'un mineur dans une prison pour adultes : *violation*

Article 5 § 3

Durée de la détention provisoire

Détention provisoire d'un mineur dans une prison pour adultes pendant quatre ans et demi : *violation*

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Procès équitable

Impossibilité pour un défendeur mineur de participer de manière effective à son procès pénal et absence de représentation en justice adéquate : *violation*

9.6.2009

[Opuz c. Turquie, n° 33401/02](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Article 2 § 1

Vie

Blessures mortelles infligées à la mère de la requérante, dans un cas de violence domestique, par un individu dont les autorités connaissaient les antécédents de violence : *violation*

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Obligations positives

Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger la requérante et sa famille de violences domestiques : *violation*

ARTICLE 14

Discrimination (articles 2 et 3)

Manquement du système judiciaire à fournir une solution adéquate face à des violences domestiques graves : *violation*

18.9.2009

[Varnava et autres c. Turquie \[GC\], nos 16064/90, 16065/90, 16066/90, 16068/90, 16069/90, 16070/90, 16071/90, 16072/90 et 16073/90](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Absence d'enquête effective sur le sort de Chypriotes grecs disparus lors des opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

Article 2 § 1

Enquête efficace

Absence d'enquête effective sur le sort de Chypriotes grecs disparus lors des opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Silence des autorités face à de réelles préoccupations concernant le sort de Chypriotes grecs disparus lors des opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Liberté physique

Absence d'enquête effective sur des allégations défendables selon lesquelles des Chypriotes grecs disparus auraient été détenus pendant les opérations militaires turques conduites dans le nord de Chypre en 1974 : *violation*

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Délai de six mois

Requête concernant une affaire de disparition introduite plus de six mois après la ratification par l'Etat défendeur du droit de recours individuel : *exception préliminaire rejetée*

Article 35 § 2 b)

Essentiellement la même requête

Compétence de la Cour lorsqu'elle a déjà examiné une affaire portant essentiellement sur les mêmes faits dans le cadre d'une affaire interétatique : *exception préliminaire rejetée*

Article 35 § 3

Compétence *ratione temporis*

Compétence *ratione temporis* de la Cour quant à des disparitions survenues quelque treize ans avant la reconnaissance par l'Etat défendeur du droit de recours individuel : *exception préliminaire rejetée*

3.12.2009

[Kart c. Turquie \[GC\], n° 8917/05](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Applicabilité

Impossibilité pour un député d'obtenir la levée de son immunité parlementaire pour se défendre contre les poursuites pénales engagées contre lui : *article 6 § 1 applicable*

Accès à un tribunal

Impossibilité pour un député d'obtenir la levée de son immunité parlementaire pour se défendre contre les poursuites pénales engagées contre lui : *non-violation*